

Lutte de classe

A propos du n°4 d'Informations ouvrières.

Je vous propose avec un certain retard, une lecture critique du n°4 d'Informations ouvrières. Si une partie ne vous intéresse pas, ne manquez surtout pas la fin, elle est savoureuse.

Ce qui transpire à chaque colonne du journal du POI, c'est l'opportunisme, on pourrait presque dire l'amateurisme ou l'aventurisme, c'est du boulot bâclé, de ce point de vue, la nouvelle mouture d'Informations ouvrières est pire que la précédente, bien que n'étant pas militants de ce parti on le regrette. Mais je pense qu'il n'est pas bon dans la vie d'avoir des regrets encore moins de les exprimer, c'est une marque de faiblesse qui témoigne que l'on a encore des illusions, alors qu'on ne devrait pas en avoir dans le POI.

Page 3 « *La banque centrale européenne impose sa loi* », non, c'est le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner qui accepte de se plier aux exigences de la BCE.

« *Chaque jour qui passe accroît la nécessité de sortir de ces institutions totalitaires. Le rétablissement de la souveraineté des peuples en Europe est un préalable pour prendre des mesures d'urgence* », faux, il faut faire sauter le carcan des institutions réactionnaires existantes dans chaque pays qui en se pliant aux exigences de l'UE contribuent à lui donner une certaine légitimité. Le pouvoir totalitaire de l'Union européenne est le produit de l'ensemble des constitutions antidémocratiques des pays qui composent l'UE, il fait ressortir l'aspect profondément réactionnaire de ces constitutions qu'il faut abolir.

De plus, prétendre au « *rétablissement de la souveraineté des peuples* » signifie que ces peuples auraient été souverains un jour dans le passé, or cela n'a jamais été le cas, sauf à accorder à la bourgeoisie au pouvoir le statut légitime de représentant de tout le peuple, comme si le peuple constituait une entité homogène et que les classes n'existaient finalement pas. On voit ici à quelle déviation politique peut aboutir la reconnaissance de la lutte des classes quand elle n'est pas associée à l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat, la destruction de l'Etat bourgeois, la disparition des classes sociales et de l'Etat, ces objectifs ne figurant pas dans le programme du POI, évidemment.

En aparté, je me suis posé plusieurs fois la question ces derniers temps de savoir s'il fallait absolument faire figurer dans notre programme l'objectif de la disparition des classes sociales et de l'Etat, je me disais qu'on en était si loin que ce n'était peut-être pas la peine, que personne ne comprendrait de quoi on parle, qu'on passerait pour des utopistes ou des gauchistes, etc., mais la position exprimée ici par le POI fournit un argument décisif qui permet de comprendre que faire abstraction de l'objectif final du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est permettre à toutes les formes d'opportunisme de pouvoir s'exprimer et de s'écarter de cet objectif. Quand on réfléchit davantage, on se dit que cet objectif doit impérativement figurer dans notre programme, puisque le socialisme et le communisme sont inséparables et que la construction du socialisme dans un seul pays est impossible.

Si les dirigeants du POI avaient eu à l'esprit la théorie de la révolution permanente développée par Trotsky, ils n'auraient peut-être pas commis cette erreur. A force de ne pas vouloir caractériser avec précision la nature de l'Etat, du gouvernement, de chaque classe sociale, des partis, à privilégier la notion de peuple, de nation, de république, on glisse irrésistiblement vers la collaboration de classes. Cette tendance ne peut que se développer, car le POI a été constitué sur la base de théories inconciliables dont les fondements reposent sur des intérêts de classe contradictoires, c'est ce qu'illustre ici la notion de souveraineté des peuples sous la direction de la bourgeoisie puisque c'est elle qui est au pouvoir. Et si vous allez plus loin dans cette analyse, vous vous rendez compte que c'est bien à la bourgeoisie qu'ils assignent d'accomplir la tâche « *de prendre des mesures d'urgence* » puisqu'il n'est pas question que le prolétariat s'empare du pouvoir par la force, par une révolution, la majorité des dirigeants du POI y étant opposés, par conséquent c'est bien à la bourgeoisie qu'ils s'en remettent pour « *rétablir la souveraineté des peuples* », les républicains et les démocrates au sein du POI constituant le lien permanent avec la bourgeoisie qu'ils le veuillent ou non.

La position du Parti ouvrier indépendant.

Extraits de la déclaration du Bureau national :

« *L'augmentation générale des salaires, des pensions et des revenus.* ». De combien ? Une misère comme le préconisent les dirigeants syndicaux ? Pourquoi ne pas reprendre la revendication claire, nette et précise

du SMIC à 1.500 euros nets immédiatement, pas une retraite en dessous de 1.500 euros nets tout de suite, augmentation des salaires en dessous de 3.000 euros (par exemple) de 30% minimum.

Je n'avais pas fait attention, en relisant je m'aperçois qu'ils ont employé le terme « *pensions* », c'est l'expression employée pour désigner les retraites des fonctionnaires, pour les travailleurs du secteur privé on emploie celui de « *retraites* », ils les ont tout simplement oubliés ! Révélateur de ce qu'est le POI, non ? Et c'est dans une déclaration du Bureau national qu'on trouve une telle « erreur » ou lacune, tu parles d'un parti ouvrier !

« *Pour aller dans ce sens, il faut remettre en cause les institutions de l'Union européenne (...), les traités de Maastricht, de Nice, d'Amsterdam.*

Seul un gouvernement dont la légitimité serait appuyée sur une Assemblée constituante souveraine, par laquelle le peuple définirait lui-même la forme et le contenu de la démocratie (...), pourrait prendre de telles mesures. C'est la démocratie ! ». Et les institutions de la Ve République, vous en faites quoi au juste ? A moins qu'il ne s'agisse pas de les liquider et que l'Assemblée constituante ne soit qu'un moyen pour éviter de se poser cette question.

Tiens le gouvernement ne serait pas issu de cette vénérable assemblée, mais alors d'où sortirait-il ? Nouveau mystère ! Mais il serait « *légitime* » nous dit-on par avance.

Je me demande s'ils ne se sont pas souvenus soudain, pendant un bref instant et sans que cela porte à conséquences, que leur Assemblée constituante ne sera pas le produit d'une génération spontanée et qu'elle pourrait être précédée par quelque chose, quoi, on n'en saura rien, quoi qu'il en soit, un gouvernement dont on ne sait pas non plus d'où il sortira.

Cela ressemble de plus en plus à du rafistolage pour masquer leur incapacité à définir une stratégie conduisant à la prise du pouvoir par le prolétariat, alors qu'il n'y a rien de plus simple en s'inspirant de la révolution d'Octobre, mais ils ne peuvent pas y faire référence puisque la majorité des adhérents de leur parti sont pris de convulsions nerveuses à l'évocation de la révolution prolétarienne, d'où leur retranchement derrière leur assemblée constituante qui définira « *la forme et le contenu de la démocratie* », autrement dit, ils font un rapide volte-face puisque c'est elle qui finalement dictera au gouvernement ce qu'il devra faire.

Si vous avez eu l'impression de perdre votre temps en lisant ces lignes, je vous rassure, c'est également mon opinion, on appelle cela l'art de parler pour ne rien dire, mais que voulez-vous à chaque fois qu'ils modifient leur présentation des choses, il faut bien tenter d'expliquer ce qui a changé vraiment et ce qui a pu donner seulement l'impression d'un changement, à travers une formulation alambiquée qui est le produit des contradictions politiques qui s'expriment jusqu'à la direction du POI.

Là encore le POI met la charrue avant les boeufs : en admettant l'existence à un moment donné d'une Assemblée constituante, avant qu'elle ne définisse « *la forme et le contenu de la démocratie* », je dirai plutôt le contenu de la dictature du prolétariat, elle devra être le produit centralisé et national de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat s'étant doté lui-même de ses propres organismes indépendants de pouvoir à partir des comités de grève (soviets), à condition que le gouvernement révolutionnaire provisoire formé par le ou les partis engagés dans le combat pour en finir avec les institutions de la Ve république au cours de la révolution et après la chute du gouvernement ait pris les premiers décrets nécessaires pour que justement cette Assemblée constituante puisse réellement exister et fonctionner, pour qu'elle commence à assumer le pouvoir, alors seulement on pourra parler de la fondation d'un Etat ouvrier ouvrant la voie au socialisme. En lançant le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviets* », le parti bolchevik n'avait pas encore pris le pouvoir mais il se comportait déjà comme le gouvernement révolutionnaire au service du prolétariat, le gouvernement Kerenski réduit à l'impuissance n'étant déjà plus que l'ombre d'un gouvernement, il ouvrait ainsi la perspective à la formation d'un gouvernement issu directement des soviets.

Lénine n'a pas reproduit l'erreur des communards de 1871 qui avait remis entre les mains d'élus le sort de leur révolution prolétarienne. Il a promulgué les décrets urgents qui s'imposaient sans attendre l'aval des soviets ou de l'assemblée constituante, dans la situation extraordinaire qu'est une révolution (et la guerre civile orchestrée par la réaction), la moindre perte de temps, la moindre hésitation peut être fatale, il le savait, il a agit conformément aux intérêts de la révolution, c'est l'essentiel.

Quant aux misérables républicains et démocrates petits bourgeois qui pousseront des cris d'horreur devant l'audace dont a osé faire preuve Lénine en réduisant la démocratie à la direction du parti bolchevik, ils oublient que le parti bolchevik avait conquis la confiance de la majorité de la classe ouvrière, qu'il avait

conquis la majorité aux soviets sur la base de son programme socialiste et révolutionnaire et non sur la base du respect de la démocratie bourgeoise qu'incarnait le gouvernement Kerenski, il revenait légitimement au parti bolchevik de prendre la direction de la révolution dans la mesure où finalement il avait toujours combattu ouvertement pour sa victoire.

Existerait-il un acte plus démocratique qu'une révolution prolétarienne et socialiste qui a pour objectif de porter au pouvoir la majorité de la population, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, et de chasser l'infime minorité qui les exploite et les opprime ? Revendiquer le droit à faire sa révolution, voilà la revendication la plus légitime et la plus démocratique que le prolétariat peut exprimer. Je vous laisse penser ce que vous voulez des schivardistes qui refusent de lui reconnaître ce droit.

Page 4 « *Le sentiment majoritaire, c'est une grande hargne contre l'Union européenne, et la recherche de l'unité pour y résister !* », dommage que le même « *sentiment* » et la même « *hargne* » ne soient pas dirigés contre le gouvernement et les institutions... de la part du POI, car si l'on interroge les travailleurs, leur « *hargne* » s'adresse plutôt à Sarkozy et son gouvernement réactionnaire.

Si vous faites un parallèle entre la perspective de la convocation d'une Assemblée constituante avec le mot d'ordre de rupture avec l'UE, vous vous apercevez immédiatement qu'ils ont *oublié* dans cette histoire les institutions de la Ve République. Maintenant souvenez-vous que le MPPT puis le PT sont passés de la ligne de « *la défense de la démocratie* » à celle de « *la rupture avec l'UE* », cette ligne politique impliquait théoriquement le combat contre le gouvernement et les institutions, donc contre la Ve République. Avant qu'ils ne modifient leur ligne politique (et le contenu de leur programme), le PT était sensé se construire en combattant la Ve République, mais ce parti constitué dans cette perspective politique ne convenait pas aux élus et aux syndicalistes qui les côtoyaient, même s'ils l'avaient abandonnée pour lui substituer celle de la rupture avec l'UE, rien que le souvenir du combat du PT contre les institutions faisaient faire des cauchemars à leurs amis politiques. C'est sans doute une des raisons pour laquelle ils ont remplacé le PT par le POI, qui lui, est directement basé sur le seul combat contre l'UE, il ne reste plus trace du combat contre la Ve République au POI, il peut donc accueillir les petits bourgeois démocrates ou républicains et l'aristocratie ouvrière liée aux appareils syndicaux, qui tous sont évidemment opposés à la remise en cause de la Ve République et du régime quoi qu'ils puissent déclarer par ailleurs, seuls les faits comptent.

« *La BCE est ainsi l'instrument de la désindustrialisation accélérée du continent européen.* », au profit des affreux capitalistes américains ou asiatiques ou plutôt au profit du capitalisme qui se restructure sans cesse et adapte sa stratégie à l'échelle mondiale pour garantir ses profits. N'est-ce pas tout simplement le capitalisme qui est en cause sur tous les continents et dans tous les pays et non une institution en particulier ? Mais mettre l'accent sur le capitalisme, cela signifierait que le prolétariat devrait mener le combat contre sa propre bourgeoisie et ses institutions nationales, horreur et damnation, c'est justement ce dont le POI s'emploie à le détourner en le baladant à Bruxelles ou Washington.

A propos du refus de l'UE de plafonner la TVA sur l'essence : « *Alors, pas responsable, l'Union européenne ?* », non, le gouvernement n'a qu'à passer outre, il en a le pouvoir puisque la légitimité de Sarkozy repose sur la Constitution de la Ve République et non sur l'UE, s'il ne le fait pas, c'est parce qu'il partage les préoccupations de l'UE en direction des multinationales qui exploitent le pétrole. C'est donc une fois de plus contre le gouvernement qu'il faut engager le combat. Qui fixe les taxes sur l'essence, les cigarettes ? L'UE ou le gouvernement ? Qui empêche le fric, l'UE ou le gouvernement ? Embarrassante question, non ?

« *Enchaîner toujours plus les responsables syndicaux à l'organisation des licenciements, tel est le but de cette nouvelle directive.* » sur les comités d'entreprise européens. Comme on les plaint ces malheureux « *responsables syndicaux* », ne riez pas c'est sérieux, ils sont « *enchaînés* », et bien qu'ils brisent leurs chaînes ! Cela ne devrait pas être difficile puisque ce sont eux qui ont accepté de se les passer autour des poignets. Et s'ils sont « *enchaînés* », c'est bien de la faute à quelqu'un, et oui, il faut bien se poser la question. La faute à qui d'après vous ? Aux travailleurs, de qui d'autres pourrait-il s'agir ?

Un témoignage personnel qui remonte à la fin des années 70. J'étais magasinier chez LTC, les laboratoires Franay qui réalisaient les copies de films et les distribuaient dans les cinémas à travers toute la France. J'ai commis l'imprudence de discuter politique avec mes collègues et de leur faire signer une pétition de l'OCI (ex-PT). Mon chef de service a immédiatement avisé la direction du personnel. Article L 122-12 du Code du travail, je le connais par cœur, j'ai eu le droit à une lettre de convocation avant licenciement. J'ai demandé au délégué syndical CGT de m'assister et de me défendre. Une fois dans le bureau du directeur du personnel, celui-ci lisait le *Figaro*, il avait déjà engagé la discussion avec le délégué syndical, ils se mariaient bien ensemble, ils s'entendaient tellement bien qu'ils en sont arrivés à s'échanger une page du *Figaro* contre

une page de l'*Humanité* que le délégué syndical avait dans son cartable, moi pendant ce temps j'observais cette scène en me demandant ce que je foutais là, évidemment j'ai été viré sur le champ.

Voyez-vous camarades, ce responsable syndical était tellement « *enchaîné* » à son patron qu'il a participé volontairement à l'organisation de mon licenciement, le licenciement d'un trotskiste, pour un stalinien c'est une victoire qu'il partage avec son patron, normal, alors le discours que tient le POI sur les responsables syndicaux, je ne peux pas le laisser passer, il est intolérable.

Page 5 « *Alors la soumission aux exigences de Bruxelles n'est-elle pas aussi la raison d'être des « positions communes » ?* » et celle vis-à-vis du gouvernement ? A la trappe !

Titre : Assemblée nationale : consensus pour remettre en cause la « *représentativité syndicale* »

« *Utilisant l'article 17 de la « position commune » Medef-CGPME-CGT-CFDT, le gouvernement voudrait en finir avec toute définition légale du temps de travail.* »

Question : si le consensus est total à l'Assemblée nationale sur une question qui semble vitale pour l'existence des syndicats selon le POI, pourquoi ses dirigeants ont-ils adressé une lettre ouverte à la direction du PS pour discuter avec elle des moyens à mettre en oeuvre pour mener un combat unitaire contre le gouvernement ? Le POI est un parti indépendant toujours accroché aux basques du PS, CQFD.

Le gouvernement associe les dirigeants syndicaux à l'application de sa politique pour parvenir à ses fins et paralyser le mouvement ouvrier tout en sachant qu'il peut compter sur leur soutien quasi infaillible, de son côté, le POI veut associer le PS à sa politique en sachant qu'il soutient le gouvernement. Dites-moi où vous voyez une différence ?

Page 6 Armées : « *La crise de confiance va empirer, et personne ne sait jusqu'où les choses peuvent aller...* » (*Un général*). ». Encore une déclaration fracassante sans lendemain qu'ils ont retenue, à croire que l'actualité sociale et politique serait avare d'événements plus importants pour remplir un journal de 16 pages, pardon 15 !

Vous vous souvenez que dans les IO précédents, ils s'étaient fait gracieusement l'écho des préoccupations de députés de l'UMP et de militaires qui désapprouvaient la baisse des effectifs et la fermeture de casernes programmée par Sarkozy. J'avais alors écrit que le POI défendait son nouveau fond de commerce, les intérêts des élus qui sont devenus leur coqueluche. Avec cette article, ils confirment et vont encore plus loin, comme ils disent si bien : jugez vous-même.

« *La réforme des armées présentée le 17 juin et l'annonce de 54 000 suppressions de postes avaient provoqué une fronde de généraux (voir notre n° 2).*

Le report de l'annonce par Hervé Morin de la nouvelle carte des sites militaires après le 20 juillet ne fait qu'accroître la crise dans les armées.

Mais, au-delà, ces « turbulences » sont l'expression de la crise qui secoue le régime de la Ve République à l'agonie, totalement soumis aux institutions de l'Union européenne. »

Question : S'il ne s'agit que de « *turbulences* », alors pourquoi remettre cela sur le tapis ? Devrait-on s'émouvoir à l'annonce de la réduction des effectifs de l'armée, leur armée qui défend leur république démocratique bourgeoise ?

Et il nous ressorte la Ve République « *à l'agonie* » ! A l'agonie mais toujours là, et si elle est « *soumise* » à l'UE, c'est bien parce que quelqu'un en a décidé ainsi, non ? Cherchez bien, ce n'est pas difficile à trouver, du côté de l'Elysée par exemple.

Ils le martèlent, cette fois à propos de la rentrée scolaire 2008 : « *le gouvernement totalement soumis aux exigences de Bruxelles.* ». Se soumettre est un acte de volonté ou d'absence de volonté, peu importe, celui qui le commet, en l'occurrence le gouvernement, ne peut pas dire, ce n'est pas moi qui ait décidé de me soumettre à une autorité quelconque. On peut être amené à se soumettre sous la contrainte, mais dans le cas du gouvernement, c'est lui qui s'impose cette contrainte si l'on peut dire, Sarkozy a bien fait de rappeler que l'UE était un acte de volonté des chefs d'Etat.

Un article valable sur Besancenot et le NPA : « *La bourgeoisie ne peut qu'être séduite par cette soupe politique, qui a l'avantage de critiquer son système économique sans le mettre en cause dans ses fondements.* », mais vous nous direz quand et où le POI remet en cause les fondements du capitalisme, alors qu'il passe son temps à épargner Sarkozy et les institutions de la Ve République en détournant l'attention des masses et des militants vers l'UE. La bourgeoisie doit sans doute être autrement impressionnée par « *la soupe* » démocratique ou républicaine des Schivardi, Jenet, Jeanneney et Cie., on n'en doute pas un seul instant.

Comment nourrir les illusions éternelles dans le PS, mode d'emploi :

Après la nouvelle « *déclaration de principes* » approuvée par tous les responsables du PS.

« *Mais il existe aussi des différences entre ces contributions qui expliquent que des militants socialistes, qui veulent sincèrement défendre les intérêts de leur classe, conservent l'espoir de redresser leur parti. Il n'y a aucune raison de les rendre solidaires de leurs dirigeants. Nous devons au contraire leur donner l'occasion de se battre aux côtés des travailleurs, sans qu'ils soient obligés de renier leurs convictions.* »

Ils nous disent que tous les responsables du PS l'ont approuvée, mais cela ne leur suffit pour en déduire qu'ils sont tous aussi pourris et irrécupérables, non, il faut qu'ils manœuvrent, à croire qu'ils ont cela dans le sang, le spectre de Lambert hante le POI.

Question : de quelle classe sont issus ces « *militants socialistes* » ? Quelle idéologie véhiculent-ils ? Sur quelle base ont-ils rejoint un parti aussi pourri que le PS. Mais l'essentiel est ailleurs.

Vous avez bien lu, il s'agit pour le POI de les « *aider* » à entretenir l'illusion qu'il serait possible de « *redresser leur parti* », parce que le PS pourrait être redressé évidemment, à la fois en se battant aux côtés des travailleurs sous l'étiquette du PS pour redorer son blason et mieux continuer à tromper les travailleurs sur la nature de ce parti, et sans « *renier leurs convictions* », on se demande franchement lesquelles lorsque l'on voit leur parti soutenir le régime depuis, depuis toujours on a envie de dire, c'est vraiment se foutre du monde. On a là en concentré l'orientation politique petite bourgeoise du POI, on a envie de d'ajouter sa raison d'être.

Page 8 : Les travaux du bureau national du 5 juillet.

« *Tous, nous nous accordons à souligner l'urgence à proposer les nouvelles cartes à tous les membres fondateurs.* » Et de une, et de deux, et de trois, en un an les militants du PT auront pris trois cartes, et si l'on ajoute celle de l'année 2007, cela fera quatre ! On a spontanément envie de sourire, et si l'on devait ajouter un mot : pathologique !

« *Nous avons discuté l'éventualité de présenter des listes aux élections européennes de juin 2009.* », sans doute en occultant les arguments qui vous avaient conduits à ne pas y participer la fois précédente, mais ce n'est pas grave, qui s'en souvient encore ? Ils vont nous sortir que la situation a changé, cherchez bien, il y a bien quelque chose qui a dû « *basculer* », oui, les dirigeants du POI sont devenus encore plus opportunistes que ceux du PT, à part cela, on ne voit pas très bien ce qui a changé dans l'Union européenne.

« *Dans la mesure où ce scrutin est considéré comme une tribune et qu'il n'est pas question de nous soumettre à ces institutions, le bureau propose au conseil fédéral de s'en saisir.* » quand je vous le disais, je ne croyais pas si bien dire ! Plus opportuniste, tu meurs !

La tenue d'élections serait une tribune pour les partis, en voilà une découverte, et ne cherchez pas la moindre trace d'analyse politique qui permettrait de déterminer dans quelles conditions vont se tenir ces élections, leur contenu et leur objectif, etc., ni si elles sont réunies pour qu'on y participe, inutile, la question a déjà été tranchée en haut lieu : il faut y participer, circulez rien à voir ! C'est cela la démocratie !

Les autres articles de cette page sont consacrés à l'activité des comités du POI de la région de Seine-Maritime. Point commun : ils s'adressent aux élus pour qu'ils soutiennent les revendications de la population ou des travailleurs d'un secteur particulier. La tactique depuis plus de 30 ans qui a donné les résultats que l'on sait : entretenir les illusions dans les élus de tous bords politiques, compter sur eux au lieu de ne compter que sur les forces des travailleurs, faire naître des illusions dans les partis de ces élus, les colporter, voilà le boulot du POI. Au fait, le prolétariat ne représenterait-il pas l'écrasante majorité de la population ? Apparemment non pour le POI. Le peuple « *d'en bas* », vous connaissez ?

Encore un maire dont on ne connaît pas les opinions politiques à qui le PT ne convenait pas, mais le POI, c'est autre chose :

« Je n'étais pas d'accord avec le Parti des travailleurs. Aujourd'hui, je cherche à m'organiser, j'observe. », pas besoin d'une loupe ou d'une paire de jumelles, de vieux lorgnons feront l'affaire.

Page 9, et encore une lettre à un élu du PS, le maire de Strasbourg ! Et d'en rajouter une couche nationaliste à vomir : *« Pour notre part, nous sommes fortement attachés à la République une et indivisible, aux institutions issues de la Révolution française, les communes et départements, à la souveraineté de la nation. »*, on croirait entendre parler certains responsables de l'UMP ou de l'UDF, non ? Insupportable ! Tant de compromissions, pour quel objectif ? Pour flatter la fibre cocardière des élus ? Comment les justifier sans se renier ? Impossible. Et les voilà qui s'affichent en défenseur de *« la nation »*, ils n'ont décidément plus rien à envier aux adeptes de la *« société civile »*. Quelle déchéance !

Privatisation de La Poste, c'est bien sûr l'Union européenne qui est derrière, mais difficile de camoufler que Sarkozy y est quand même pour quelque chose, pour l'essentiel :

« Que Sarkozy soit directement impliqué dans cette décision politique est indiscutable » donc vous pensez qu'ils vont diriger leur combat contre le gouvernement UMP-PS, vous n'y pensez pas, il y a un mais : *« mais faut-il cacher que toutes ces décisions de La Poste préparent l'ouverture totale à la concurrence du courrier en 2010 ? (directives européennes). »*, on se disait aussi que c'était trop beau pour être vrai : *« Ce combat s'inscrit dans le cadre d'ensemble de défense des services publics et des conquêtes sociales, qui nécessite, pour être sauvegardés, la rupture avec l'Union européenne. »*, on avait rêvé, un instant seulement.

Dans un article sur le démantèlement envisagé par le gouvernement du CNRS, l'auteur s'en prend au syndicat Sud, car voyez-vous cela *« les responsables de SUD ont fait une critique très virulente à l'égard des responsables syndicaux. On a ainsi entendu le mot « trahison » »*, peut-être que c'était justifié, on ne le saura pas, il est tabou au POI d'employer le mot trahison pour caractériser le comportement et la politique des bureaucrates pourris qui contrôlent les syndicats, tous les militants devraient savoir que lorsqu'ils se placent au côté du gouvernement, c'est parce qu'ils se sont fait *« piéger »*. Coupables, mais pas responsables, par pitié, épargnez Mailly, Thibault, et les autres pendant que vous y êtes pour qu'il n'y ait pas de jaloux, unité oblige !

Procès en sorcellerie ou procès d'intention, car après avoir insinué que Sud jouait le rôle de diviseur voici que l'unité est réalisée : *« D'ailleurs, j'ai eu connaissance de l'appel du 1er juillet adopté par les organisations syndicales SNPREEES-FO, SNTRS-CGT, FERC-SUP CGT, SNESUPFSU, SUD-Recherche, SUD-Education, CNT-STE, SLR - université Rennes-I, CNRS et autres EPST »*.

Page 12. Il est bien connu que les dirigeants syndicaux ne sont pas franchement responsables de leur politique puisqu'ils sont *« piégés »* par Sarkozy, mais voilà que leur maître Sarkozy n'est pas non plus vraiment indépendant, de Bush bien entendu et de la BCE qui sont tous deux au service de l'impérialisme américain : *« Car si celle-ci est totalement indépendante de tous les gouvernements européens, elle ne l'est pas de la réserve fédérale des Etats-Unis. »*. Ni dieu ni maître n'est pas la devise des gouvernants c'est bien connu.

Que Sarkozy soit aux ordres de Bush, c'est en partie exact seulement, mais admettons-le, là comme dans ses rapports avec l'UE, c'est lui en tant que président de la République qui décide de faire acte de soumission, qu'il y soit obligé ou non c'est mal poser la question, il est le président élu d'un pays selon sa constitution en vigueur, c'est donc lui qui endosse la responsabilité de la politique économique et sociale qu'il met en œuvre et personne d'autre à sa place, pas plus Bush que le président de la Fed ou Barroso, lorsqu'il retranscrit une directive européenne dans la législation française. Il est recommandé de ne pas confondre.

Que la BCE serve en priorité les intérêts du capitalisme américain, on a envie de dire que c'est un secret de polichinelle, reste à vérifier que cela soit toujours le cas, en réalité, comme dans toute transaction commerciale, c'est le candidat le mieux placé qui l'emporte, et je ne suis pas du tout sûr que le capitalisme américain soit toujours le mieux placé face à ses concurrents. Plus ou moins ouvertement, le POI regrette la belle époque où la Banque de France (une institution sans doute fort respectable qui date de Napoléon Ier) était le principal interlocuteur des gouvernements, et je ne suis pas du tout certain qu'elle était sous ses ordres, mais plutôt ceux du capitalisme français.

Question : mais ces gouvernements qui étaient soi-disant indépendants de la Banque de France, ils étaient au service de qui, quels intérêts dictaient leur politique économique, ceux des exploités ou ceux des exploités ? Oui mais à cette époque glorieuse du capitalisme français, c'était lui qui profitait directement de la politique économique des gouvernements et non l'impérialisme américain, il pouvait donc en reverser des miettes à certaines couches de la population – toujours les mêmes d'ailleurs, alors que maintenant... Evidemment, vue sous cet angle, on n'a plus rien à ajouter.

Un article sur l'Equateur où évidemment ils nous vantent les mérites de l'Assemblée constituante. Je ne peux rien écrire sur ce sujet, car je ne connais pas la composition exacte de cette assemblée, les partis qui y participent et leur nature sociale. Si vous avez des infos précises sur ce sujet (idem sur la Bolivie), je suis preneur. Je voudrais vérifier si cette assemblée n'est pas une copie conforme de l'Assemblée nationale en France. Il faudrait aussi savoir comment se répartit le pouvoir entre cette assemblée, le président et le gouvernement, sinon on peut raconter n'importe quoi.

Un scoop qui n'en est pas un « *Mexique : « Si le pétrole est privatisé, il y aura plus de pauvreté, de chômage, d'insécurité et de violence. » (Lopez Obrador, 29 juin 2008) ».*

Les nationalisations de l'après-guerre en France ont-elles mis fin à la pauvreté ? Issu moi-même d'une famille ouvrière quasi-misérable à cette époque, je peux répondre négativement.

Question : peut-on mettre un signe égal entre des nationalisations effectuées sous un régime capitaliste, et des nationalisations effectuées par un Etat ouvrier ? Dans les deux cas, pensez-vous qu'elles profitent vraiment aux mêmes ? Je parle bien entendu en regardant un peu plus loin que le bout de son nez, en ayant toujours à l'esprit les intérêts fondamentaux du prolétariat, l'objectif final du combat du mouvement ouvrier si vous voulez, et non la satisfaction de ses revendications immédiates qui tend à lui rendre l'exploitation capitaliste plus douce et supportable, ce que les représentants de la bourgeoisie ont parfaitement compris depuis longtemps. Quant à savoir si extraire du secteur privé 25% des travailleurs représente un réel progrès, tout dépend de quoi l'on parle, qu'est-ce que l'on considère comme essentiel et quel objectif on s'est fixé. Si l'on privilégie la satisfaction des revendications sociales immédiates quitte à diviser durablement le prolétariat et assurer ainsi la survie ou la stabilité du régime ou si l'on privilégie l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir.

Question, depuis combien de temps Chavez est-il au pouvoir ? Y a-t-il moins de pauvres au Venezuela qu'avant son arrivée au pouvoir ? Vous connaissez tous la réponse et cela malgré la flambée du prix du pétrole qui rapporte des milliards de dollars supplémentaire à l'Etat.

Après l'ouvriérisme forcené, la défense inconditionnelle des dirigeants syndicaux, le POI se lance dans le tiers-mondisme à cent balles, sans jeu de mots : « *Etats-Unis. La proportion d'Afro-Américains dans l'armée s'élève à environ 17 %, contre 13 % au niveau national* ». Sans conscience politique, alléchés par les salaires et la garantie d'emploi que leur propose l'armée, ils vont aller combattre les peuples irakien et afghan pour empocher des primes supplémentaires, vous ne voudriez pas qu'on les plaigne aussi. On nous dira qu'un soldat est un ouvrier en uniforme, certes, mais lorsqu'il s'est mis au service d'une armée impérialiste, à défaut d'en avoir conscience et d'avoir la possibilité de lui faire comprendre, il n'est plus qu'un soldat de cette armée prêt à descendre l'ouvrier en uniforme qui est en face de lui. Le mythe de la fraternisation des soldats allemands et français pendant la seconde guerre mondiale a eu pour seul résultat de permettre aux staliniens de dénoncer les trotskistes comme des hitléro-trotskistes.

Si la théorie est le produit de la généralisation de certaines situations particulières dont le développement tend à s'orienter dans une seule direction en aboutissant aux mêmes résultats ou conséquences, autrement dit si les mêmes causes sont à l'origine des mêmes effets au point qu'on peut les théoriser, l'appliquer sans discernement en partant du principe que tous les effets auraient forcément les mêmes causes peut conduire à des situations dramatiques ou à commettre des erreurs irréparables, fatales. Il y a parfois des situations où la théorie ne peut pas être appliquée systématiquement ou de manière généralisée sans faire courir un risque mortel à celui qui s'y emploie. Entre la norme et la réalité, il y a parfois un gouffre, qui, si on n'y prend pas garde peut nous engloutir. La fraternisation des ouvriers en uniforme des deux armées ennemies est une noble et généreuse attention, mais dans la réalité, elle est pratiquement impraticable, elle demeure du domaine de la théorie et elle est tout juste bonne sur le terrain de l'agitation politique, avec la réserve que j'ai émise au paragraphe précédent.

Page 13, ne riez pas voilà les Burundais placés sous la coupe de l'Union européenne : mes frères, rompez vous aussi avec l'UE ! Mais jusqu'où leur opportunisme les mènera-t-il ?

« *Les entreprises publiques (...) ont disparu et la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne réclament la privatisation de ce qui reste des entreprises et services* », bon, elles ont disparu... mais à la ligne suivante, elles réapparaissent, on est un peu soulagé, mais « *Aucune issue positive n'est possible sans rompre de façon urgente avec cette politique des puissances impérialistes et de leurs institutions pour que les Burundais arrachent le respect de leur souveraineté* », c'est à peine du français, mais bon, il m'arrive d'écrire encore plus mal donc je la ferme, une nouvelle fois ils font appel à la souveraineté d'un pays comme si elle était à même de régler les problèmes auxquels se trouvent confrontés la classe ouvrière et la paysannerie pauvre d'un pays.

La souveraineté d'un pays profite davantage aux classes dominantes qui sont au pouvoir et qui exploitent les classes dominées, à moins de faire l'impasse sur les rapports sociaux d'exploitation existants ou de les placer au second plan pour privilégier l'intérêt supérieur de la nation qui s'identifie avec celui de l'Etat, ce qui revient exactement au même, par conséquent, ce discours nationaliste ne peut conduire qu'à conforter le pouvoir en place au détriment des travailleurs avec lesquels on prétend être solidaire.

Pourquoi ce type de discours ? Pour se fait l'écho des illusions des masses, la preuve :

« *Au Burundi, les élections générales de 2005 avaient fait entrevoir à la population une issue positive à leurs aspirations à la paix, à la démocratie et à la souveraineté (...)* », pas de bol, pour un peu ils sont passés à côté du socialisme ! Si l'on se penchait sur le régime en place depuis 2005 et la période qui l'a précédé, je suis sûr qu'on en apprendrait des vertes et des pas mûres. Franchement, je n'en reviens pas.

« *L'Inde est aujourd'hui ravagée par les conséquences de la crise mondiale.* », cela tombe bien c'est là que j'habite depuis 12 ans.

Ce qu'il y a d'agréable avec eux, c'est qu'ils vous annoncent la fin du monde tous les quatre matins. Le tableau du monde n'est pas assez noir, il faut qu'ils en rajoutent.

Les prix de certaines marchandises ont augmenté fortement au cours des dernières années, ce n'est pas une nouveauté donc. En gros, nous vivons à peu près la même situation que nous avons connue en France dans les années 70 quand l'inflation était à deux chiffres et les augmentations de salaire aussi, pas dans tous les secteurs d'activité cependant comme toujours.

En dehors des prix de l'essence et du gaz qui ont doublé quasiment en 12 ans, pour le reste, les prix augmentent mais les salaires aussi, ils ont pratiquement doublé en 12 ans. Aujourd'hui, le salaire minimum dans le secteur privé tourne autour de 2.500 ou 3.000 roupies, cela dépend aussi des régions, l'Inde est un pays immense (6 fois la France) il y a donc de très fortes disparités, entre deux villes comme Pondichéry et Bangalore, le prix du loyer pour un logement comparable est pratiquement le double, mais les salaires sont plus élevés à Bangalore. Il faut donc être très prudent pour aborder ce sujet. En 1990, le salaire journalier d'un maçon était de 100 roupies, 150 en 1996, 250 en 2008. Le salaire d'un manoeuvre payé au mois est passé de moins de 1.000 roupies en 1990, à 2.500 en 2008. Il y a aussi des disparités énormes entre la ville et la campagne où les salaires augmentent sans doute moins vite.

Mais parler de « *ravage* » est exagéré. Je viens d'acheter 3 kilos de tomates pour 10 roupies, soit, 3,33 roupies le kilo, un euro égal 66 roupies, faites le calcul de ce que cela représente en euro. Par contre, ce sont les paysans qui sont les plus durement touchés, ceux qui vendent leur production une poignée de cerises, la révolution agraire n'a jamais eu lieu et la paysannerie pauvre est toujours restée en dehors du progrès social.

En lisant le contenu du tract des syndicats indiens qui appellent à une grève générale le 20 août, j'ai cru reconnaître la plupart des revendications qui ne profiteront qu'aux fonctionnaires ou les salariés des grandes entreprises, soit une infime minorité de la classe ouvrière indienne. Par exemple « *Application stricte des lois du travail existantes* », tu parles elles ne concernent que les salariés que j'ai mentionnés, 80% ou plus je ne sais pas au juste, travaillent dans des petites entreprises ou dans le commerce informel où les patrons ne savent même pas ce qu'est une feuille de paie ou un contrat de travail, alors si vous leur parlez de lois, ils vous rigolent au nez, ce sont des négriers oui. Je rappelle qu'aucun de mes beaux-frères (menuisier, carrossier, chauffeur-livreur, technicien SAV climatisation, employé) n'a jamais vu une feuille de paie.

« *Contre la hausse des prix, généraliser le système de distribution publique des biens de première nécessité vendus à des prix fixes et contrôlés.* », ils le sont pratiquement tous déjà. Les prix figurent sur les emballages à la fabrication et il y a des magasins d'Etat où l'on peut pratiquement tout se procurer, ils en existent même dans les banlieues des grandes villes, ce réseau n'a cessé de s'étendre, j'y vais faire mes courses parfois, des produits d'hygiène ou cosmétique à l'épicerie en passant par les ventilateurs, les ustensiles de cuisine, les fournitures scolaires, les médicaments les vêtements, pratiquement tout ce que l'on peut trouver dans une maison. Il n'y a que les légumes, la viande et le poisson dont les prix sont libres. Quant aux prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, de l'eau, du téléphone (BSNL) et des transports, ils sont fixés par le gouvernement, ils font parties des services publics ou des entreprises d'Etat. Toutes les marchandises qui sont commercialisées dans un emballage sont vendues à prix fixe (fixed price) dans tous les points de vente privés ou publics, de l'échoppe minuscule au supermarché le prix est le même. Les prix qui figurent sur les emballages sont TTC (inclusive of all taxes ou Max. retail price) et les détaillants réalisent en moyenne une marge brut de 20%.

Maintenant que la population la plus pauvre soit la première touchée par la hausse des prix, ce n'est pas un scoop ou une nouveauté. Si les prix de l'immobilier se sont littéralement envolés ces dernières années, ceux des loyers n'ont pas augmenté dans la même proportion, car les locataires n'auraient plus été en mesure de payer leurs loyers. Autre élément d'appréciation, je ne connais pas le chiffre exact, mais au moins 80 à 90% des Indiens sont propriétaires de leur habitation, ce chiffre est encore plus élevé dans les campagnes.

Sur le plan politique je ne peux pas vous dire grand chose, car je n'ai pas le temps de suivre ce qui se passe en Inde. Si je vous dis qu'il y avait hier un couvre-feu dans deux districts au Cachemire, cela ne vous avancera pas à grand chose non plus. Tous les jours à travers toute l'Inde il y a des centaines de manifestations, des émeutes, par exemple, un élu du CPI (M), un des partis « communistes » a été assassiné avant-hier au Gujarat je crois, des centaines de grèves et de mouvements sociaux ont lieu tous les jours, si on voulait en établir la liste, il faudrait au moins qu'une dizaine de militants s'y consacrent à plein temps toute l'année, c'est pour vous donner une idée de ce que représente ce boulot, et je vous assure que je ne vous raconte pas des blagues, je suis même sans doute en dessous de la vérité.

Nous sommes quand même plus d'un milliard ne l'oubliez pas, donc si vous comparez l'actualité économique, sociale et politique déjà fort chargée pour la suivre sérieusement dans un tout petit pays comme la France, avec tout ce qui peut se passer en une seule journée dans un pays comme l'Inde, vous imaginerez facilement qu'à moi tout seul, je ne peux vous donner que des bribes d'informations qui ne vous serviront à rien, et si je dois partir dans des explications sur le contexte politique, etc. alors là, je ne fais plus que cela et j'ai mieux à faire en m'occupant de ce qui se passe principalement en France, la pointe avancée de la lutte des classes, disons en principe...

Pour ceux qui ne l'auraient pas lu encore dans le site ou qui ne le sauraient pas, il y a au pouvoir en Inde, à Delhi, un gouvernement de coalition dirigé par le parti du Congrès (Congres I) auquel participe plusieurs partis dont certains partis communistes, je ne sais même pas lesquels ou s'ils y participent tous, avec d'autres partis ils forment ce que l'on appelle « the left party », les partis de gauche, l'opposition est dirigé par le BJP associés à une ribambelle de partis, il a déjà gouverné le pays, c'est un parti bourgeois qui s'appuie sur les partis fondamentalistes hindous. Le problème pour suivre la politique en Inde, c'est que les coalitions qui existent au niveau national ne sont pas forcément les mêmes qui existent au niveau de chaque Etat (24) ni au plan local, bref c'est un bordel sans nom où l'on s'y perd facilement. Je me souviens encore que l'AIADMK (un parti bourgeois tamoul) fit partie d'une coalition avec le Congrès I, alors que le DMK, un autre parti bourgeois tamoul faisait partie de l'opposition, et en 2008, cette coalition est inversée, le DMK soutient le Congrès I. Ce n'est pas de la mauvaise volonté ou de la négligence de ma part de ne pas m'intéresser à la politique indienne, mais cela nécessiterait vraiment trop de temps, ne serait-ce que pour s'y retrouver, on ne peut commenter que les décisions prises par le gouvernement fédéral de Delhi.

J'ai appris qu'il y aura des élections générales à la fin de l'année, je ne sais pas si ce sont des élections anticipées, car les partis « communistes » menaçaient de faire tomber le gouvernement sur la question de l'indépendance dans le domaine du nucléaire par rapport aux exigences de Washington et de Bruxelles, peut-être qu'ici aussi on devrait reprendre le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne, je plaisante bien sûr ! Tous les partis sont inféodés au capitalisme et la collaboration de classes est la règle absolue, du coup le prolétariat et la paysannerie pauvre sont totalement désarmés pour affronter les patrons et les grands propriétaires terriens, le niveau de conscience politique est dès lors au niveau des pâquerettes, et encore je ne sais même pas s'ils en poussent ici.

Quand vous faites grève, vous êtes systématiquement associés à un parti bourgeois. Chaque parti bourgeois se sert du prolétariat soit pour conserver le pouvoir soit pour le conquérir, les uns et les autres le

manipulent et s'en servent uniquement comme moyen de pression, il ne leur sert à rien d'autre, et en échange, le sort du prolétariat ne s'améliore que très lentement. Un élu va faire goudronner l'accès à un village pour être réélu, ou son opposant va se mettre d'accord avec le chef du village pour qu'il l'autorise à doter le village d'un réservoir d'eau, en échange tout le village lui apportera ses voix. C'est ainsi que fonctionne la politique en Inde, disons que c'est un aperçu que l'on peut généraliser à tout le pays.

Quant au syndicalisme ou la politique des partis « communistes », ils se situent sur le plan du corporatisme ou du trade-unionisme, et les lois du travail qui existent en Inde ne sont appliquées que chez les fonctionnaires et dans les grandes entreprises, ailleurs, ce sont les patrons qui font la loi, à ceci près que les ouvriers calquent la durée journalière du travail sur celle des fonctionnaires, c'est le seul droit dont ils bénéficient. J'ai bien conscience que ces informations n'ont qu'un caractère très général, je m'en excuse.

« 115 000 millions de barils de pétrole

Ce sont les réserves de l'Irak, les troisièmes au monde, livrées aux multinationales étrangères par décision du « gouvernement » de Bagdad, démantelant ainsi la propriété nationale existant depuis 1972. », propriété nationale qui sous Saddam Hussein servait sans doute les intérêts de la population et non celle du tyran, ce n'est pas écrit, mais on peut aussi le supposer.

D'un côté le PT disait que l'Union européenne n'était pas légitime, que les membres de la Commission européenne n'avaient pas été élus, et pour cause ils sont directement une émanation des différents Etats de l'UE, de l'autre, il ne cesse de se rendre à Bruxelles soit pour l'informer des conséquences de ses directives retranscrites dans les législations nationales (Schivardi), soit pour exiger d'elle qu'elle fasse une autre politique, car exiger quelque chose de cette institution, cela revient à lui demander de changer de politique qu'on le veuille ou non, finalement ils tiennent le même discours que ceux qu'ils dénoncent, PCF et LCR en tête.

Se rendre chez Sarkozy, c'est légitimer son pouvoir. Se rendre chez Barroso, c'est légitimer le pouvoir de l'Union européenne, c'est de la collaboration de classes. Inacceptable !

Des « syndicalistes de sept pays européens ont lancé un appel à constituer une délégation qui ira à Bruxelles »

« Nous irons à Bruxelles pour dire à l'Union européenne et à sa Cour de justice : les jugements Laval, Viking et Rüffert doivent être immédiatement abrogés ! ». Ben voyons ! On retrouve là, non pas la politique d'un parti ouvrier qui serait indépendant des institutions du capital, mais la politique réformiste des bureaucrates qui contrôlent les syndicats.

Sur la Cour de justice européenne.

« Toutes les décisions de la Cour de justice européenne sont fondées sur des compétences qui lui sont données par les traités européens et qui lui permettent de démanteler les législations nationales. ».

Tiens donc, ses compétences proviendraient des « traités européens », mais qui les a élaborés et signés depuis 1957 ? Les chefs d'Etat qui se sont succédés. Si on leur enlève le stylo des mains, plus de traités européens, non ? Pour tarir la source à laquelle s'abreuve cette institution européenne au service du capital, ne faudrait-il pas commencer par couper la main qui tient le stylo, autrement dit par renverser Sarkozy ?

Mais « la primauté du droit communautaire sur la législation interne » est établie, en voilà une affaire, et de conclure « La Cour de justice européenne est bien une machine de guerre contre toutes les législations nationales. », certes personne ne le niera.

Question : qui est responsable des législations nationales, qui promulguent et votent les lois dans chaque pays, la Cour de justice européenne, la Commission européenne ou tout simplement les chefs d'Etat et de gouvernement avec les parlements à leur botte, pouvoir qui leur est conféré par la Constitution en vigueur dans leur pays respectif ?

Et oui, à chaque fois que le POI remet en cause l'Union européenne, pas de bol, on s'aperçoit immédiatement qu'en amont ce sont les institutions de la Ve République qui sont responsables de la

situation qu'il dénonce, mais ses dirigeants ne veulent pas en tenir compte, car remettre en cause les institutions et le régime les empêcheraient d'être cul et chemise avec Mailly, les Schivardi et autres républicains ou démocrates bourgeois qui tiennent le même discours.

Quel est le meilleur moyen pour empêcher que la mauvaise herbe ne repousse, la couper régulièrement, c'est-à-dire, passer son temps à dénoncer les méfaits de la politique de l'Union européenne, ou arracher la racine, c'est-à-dire, en finir avec les institutions et la constitution de la Ve République qui permettent à l'Union européenne d'exister à travers les traités signés par le chef de l'Etat ?

Vous m'excuserez la banalité de cette démonstration qui est à la portée d'un gosse de 10 ans, je n'y suis pour rien. Et si vous avez lu l'article sur le travail de nuit des femmes, vous n'aurez plus aucun doute sur la mauvaise foi évidente des dirigeants du POI.

Il est écrit que c'est Jospin qui a abrogé le 24 avril 2001, la loi de 1892, conformément à une directive européenne du 6 février 1976. Vous avez entendu à l'époque le PT dire : Chirac-Jospin dehors ! Il ne fallait pas engager contre le gouvernement Chirac-Jospin, comme ils refusent aujourd'hui d'engager le combat contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il faudrait engager simultanément le combat contre l'UMP et contre le PS et ils n'y tiennent pas. Pourquoi ? Pour répondre à cette question il faut s'en poser une autre : Comment les dirigeants du POI caractérisent-ils le PS ? Vous avez la réponse, la même depuis, depuis tellement longtemps...

Page 16 « *Ils voudraient maintenant taxer les salariés d'Air France, de la SNCF, d'EDF-GDF qui bénéficient d'« avantages » en nature (billets à prix réduit, tarif réduit pour l'électricité ou le gaz). Ces « avantages » seraient soumis à cotisations sociales payées par l'employeur et le salarié. Qui plus est, le salarié devrait les déclarer aux impôts. Une attaque de plus contre le pouvoir d'achat.* ».

Vous pensez vraiment que cela va émouvoir ou mobiliser beaucoup de travailleurs ? Ceux qui ne savaient pas que les fonctionnaires (ou ex-fonctionnaires) bénéficiaient en plus de la garantie d'emploi d'avantages en nature qui sont loin d'être négligeables, le sauront après cela. C'était avant le passage à l'euro, quand un aller-retour Rio coûtait plusieurs milliers de franc, je crois que le salarié d'Air France l'avait à 700 Frs, c'était pratiquement un voyage gratis à l'autre bout du monde, ils appellent cela un « *billet à prix réduit* ».

Ce que de nombreux travailleurs ne savaient par contre, c'est que de nombreux fonctionnaires avaient un salaire inférieur au secteur privé, donc les avantages en nature permettaient de combler la différence.

Un camarade m'avait écrit que la classe ouvrière était homogène, je pense au contraire qu'elle est devenue beaucoup plus hétérogène à partir de l'après-guerre et que cette tendance n'a cessé de s'amplifier, ce qui ne favorise pas la mobilisation évidemment. C'est un vaste sujet à polémique.

« — *Sais-tu que, comme la France vient de prendre la présidence de l'Union européenne, il paraît que celle-ci sera présente dans tous les bals du 14 Juillet et qu'une valse européenne a été composée pour l'occasion ?*

— C'est un canular ?

— *Non !* ».

Quel humour, quelle imagination ! En plus avec une faute à canular qui s'écrit sans *d*, mais l'erreur est humaine. On en pisse dans sa culotte, de sans-culotte bien sûr ! Décidément, cela devient pathétique et pathologique à la fois !

Mais il y a mieux encore, la palme de l'opportunisme revient au garde blanc Stentor (en référence à l'article qu'il avait écrit où il disait que les gardes blancs et les gardes rouges étaient finalement la même chose, cela m'est resté en travers de la gorge, excusez-moi.), à croire qu'en vieillissant on ne s'arrange pas, jugez plutôt.

Après avoir brocardé à juste titre « *les pleureuses patriotardes, y compris de gauche* », pour leur amour « *de l'ordre militaire* ». pour lui le PS est à gauche, il avait bien écrit un jour que Mitterrand avait été un homme de gauche. Il nous dit ensuite qu'il n'est pas un « *fana des démonstrations militaires, notamment lorsqu'on entend y associer les citoyens, au nom de l'amour de la Patrie.* », vous avez noté le « *notamment* », ce qui laisse à penser qu'il y aurait des démonstrations militaires qui valaient le coup d'être vues, ce bureaucrate ne doit avoir que cela à foutre, vous me direz en quelles circonstances sous un régime capitaliste on peut être « *fana de démonstrations militaires* », plutôt curieux.

Poursuivons, détendez-vous camarades, on arrive au bout, il termine en posant une question « *on peut s'interroger sur l'éventuelle efficacité de la Grande Muette.* », lui oui, nous non, c'est là toute la différence, et

pour cause le voilà plus militariste que les militaires, il va s'effondrer en larmes sur les faiblesses de l'armée française, émouvant, car c'est bien à la défense de sa chère nation, de sa chère République à laquelle il fait ici allusion. En le lisant on pense automatiquement à la fonction pour laquelle l'armée existe, défendre l'intégrité du territoire national contre une armée étrangère ou un envahisseur, on ne voit pas vraiment en quoi cela nous concerne aujourd'hui, à moins qu'il pense qu'une saloperie de guerre pointerait son nez à l'horizon : vous en avez entendu parler ? Non, moi non plus, un brun paranoïaque notre social-patriote. Autrement, l'armée française pourrait « *éventuellement* » être amenée à remplir un autre rôle tout aussi « *efficace* », en tirant sur des ouvriers en grève ou des manifestants, cela s'est déjà vu en France ou en Côte d'Ivoire par exemple, ou encore en massacrant aveuglément des peuples, en Irak ou en Afghanistan par exemple.

Il y en a qui ont de bien étranges préoccupations au POI, vous ne trouvez pas ? Inquiétant et malsain, non ? Ne riez pas, c'est un trotskiste, tout comme l'humoriste à cent balles de l'article précédent. Pauvre Léon, si tu savais comme tu nous manques !